
Ce qui est traité dans ce diaporama

(PA - stage S2 du 24/01/2025)

Déconstruire et comprendre. L'économie n'est que politique et liée à des choix.

Éclaircissement sur :

- Répartition sur la valeur ajoutée entre le capital et travail,
 - . Fonctionnement et règles d'un État et d'une banque centrale,
 - la politique budgétaire
 - les dépenses publiques, (et prélèvement obligatoire)
 - la dette,
 - le PIB (marchand et non marchand),
 - les ratios,
 - les agences,
 - l'inflation,
 - la création et politique monétaire...
 - ...

Enjeux autour de la dépense publique (DP) et ses ressources (recettes) !

Un incontournable, un fondamental qui concerne

Nos métiers (de fonctionnaires dont salaires) et nos missions

Notre syndicalisme avec ses revendications

Dans nos établissements : les CT, l'Etat, (fonctionnement, investissement, DHG (poste + HSA ...), nos salaires ...)

Bref nous sommes lié-es à la DP et recettes

Poncifs idéologiques de sens commun, médiatiques ...

- *« On ne peut pas dépenser plus que ce que l'on a ... ».*
- *La France vit au-dessus de nos moyens.*
- *On ne peut pas dépenser l'argent qu'on n'a pas. Les caisses sont vides.*
- *Il faut d'abord créer de la richesse avant de la redistribuer.*
- *L'État est en faillite. La France au bord de la ruine ... Surendettée, « le mur de la dette » (les marchés financiers vont attaquer...).*
- *On ne peut plus se payer notre modèle social...*
- *Champion du monde des PO, de la DP,... (Trop d'impôts tue l'impôt, en avoir pour son argent,...) Boucherie fiscale, ... (consentement ?), ... »*

L'économie (la macro-économie) avec ses politiques budgétaires et monétaires: quésaquo ?

Démystifier et comprendre celle-ci :
L'économie n'est qu'une construction humaine et non en dehors de l'humain (des lois « naturelles »).

Tout·e citoyen·ne peut comprendre et a toute légitimité, encore plus la.le syndicaliste, à participer aux débats qui ne relèvent que de choix (invisibilisés) politiques et démocratiques.

La bataille et problèmes sur l'énoncé de supposés faits

- Tenir pour vrai un fait erroné, fallacieux peut avoir des conséquences dramatiques et peut empêcher de s'attaquer aux racines des problèmes à régler.

Exemple : « *La France a trop de dépenses publiques, son modèle social n'est plus soutenable...* » ...

Dire que « la France est championne du monde des dépenses publiques (DP) et des prélèvements obligatoires (PO) » est fallacieux (au sens inepte ou faussé : pas les mêmes périmètres, choix de socialiser ou pas, ...).

Enjeux ici :

Simultanément : déconstruire, analyser et mener la bataille de l'éducation populaire pour que tout le monde puisse comprendre, s'appropriier et s'emparer des débats sous jacents (enjeux démocratiques).

Avant-propos incontournables et à expliciter.

Pas les **mêmes règles, conventions de fonctionnement** que les particuliers (ménages), entreprises, collectivités territoriales (CT).

Des ratios dominants (avec le sujet des dénominateurs et rémunérateurs hétérogènes – Stocks et flux...) pas toujours « sérieux », logiques, ... et très idéologiques (Ratio Dépenses publiques [DP] sur PIB, dette publique/PIB, prélèvements obligatoires/PIB ...).

Entrainant des confusions de type :

« La dépense publique est une part du PIB ...

ou un pourcentage de dette énorme sur PIB..., la dette sacrifie les générations futures,...».

En toile de fond, les liens entre Économie–Capitalisme et Démocratie.

J.C. Junker citation

- « ***Il ne peut pas y avoir de choix démocratique contre les traités européens*** » déclarait J.C. Junker (cf. A. Merkel, Macron (NFP Castets...)).

Interview donnée par ce président de la Commission européenne, le 28 janvier 2015, après la victoire d'Alexis Tsipras et de Syriza à Athènes.

- Le capitalisme n'est pas synonyme ou n'implique pas la démocratie (« ***le capitalisme est un canibalisme*** » Nancy Fraser (Philosophe et sciences politiques)).
- « *Il faut abandonner l'idée reçue que le capitalisme et la démocratie se renforcent mutuellement* » Quinn Slobodian (historien)

Contexte :

Ne pas oublier l'Éléphant actuel au milieu de la pièce :

les forces du capital qui ne veulent aucun compromis social !

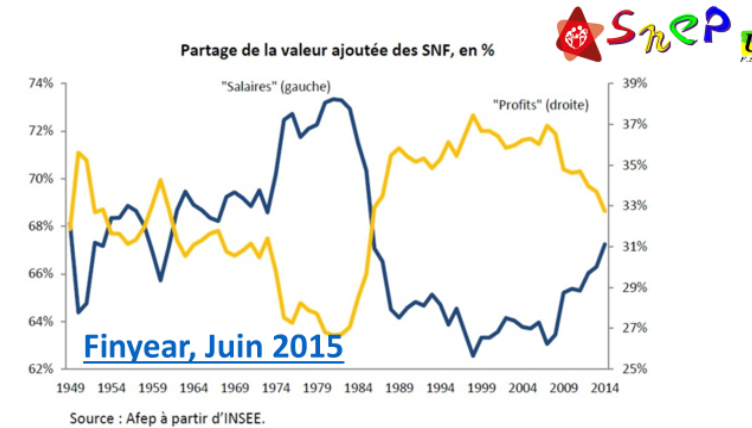
Et derrière il y a un ordre social dominant.

**Il y a à l'inverse un gros caillou ou une convoitise pour les forces du capital que sont les services publics et la protection sociale.
Ce qui fonde une économie encore mixte (marchande et non marchande)**

Richesse et travail/VA

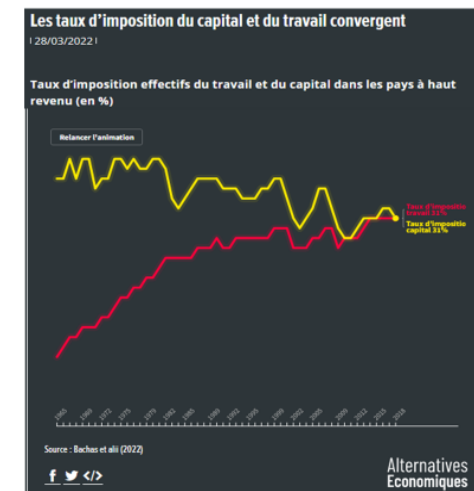
- La VA et sa répartition entre capital et travail.

1. Le transfert de richesses du travail vers le capital



CFE-CGC, avril 2021: <https://www.cfecgc.org/actualites/les-enjeux-autour-dun-meilleur-partage-de-la-valeur-ajoutee>

D'après les données de la Banque de France, **en un peu plus de 20 ans, le constat est sans équivoque : seule la part revenant aux actionnaires a progressé (elle a presque triplé sur la période !)**. En revanche, la part revenant à la rémunération du travail ainsi que celle revenant à l'État (via les impôts et taxes) ont baissé. Celle affectée aux investissements s'est tout juste stabilisée. Les salaires n'ont donc pas suivi l'augmentation des profits, et une part importante de la valeur ajoutée a progressivement été captée par les dividendes. Cette tendance est d'autant plus marquée dans les grandes entreprises.



[Questions](#) | [Dépenses](#) | [Dette](#) | [Fonctionnaire](#) | [Privé](#) | [Inégalités](#) | [Tryptique](#) | [Propositions](#) | [Synthèse](#) | [Bibio](#)



Maxime Combes
@MaximCombes

...

← le graphique a circulé mais a peu été commenté en regardant l'évolution depuis qu'E. Macron est à l'Elysée :

- la rémunération des actionnaires : +114 %
- dividendes : +46%
- rachats d'action : + 286 %

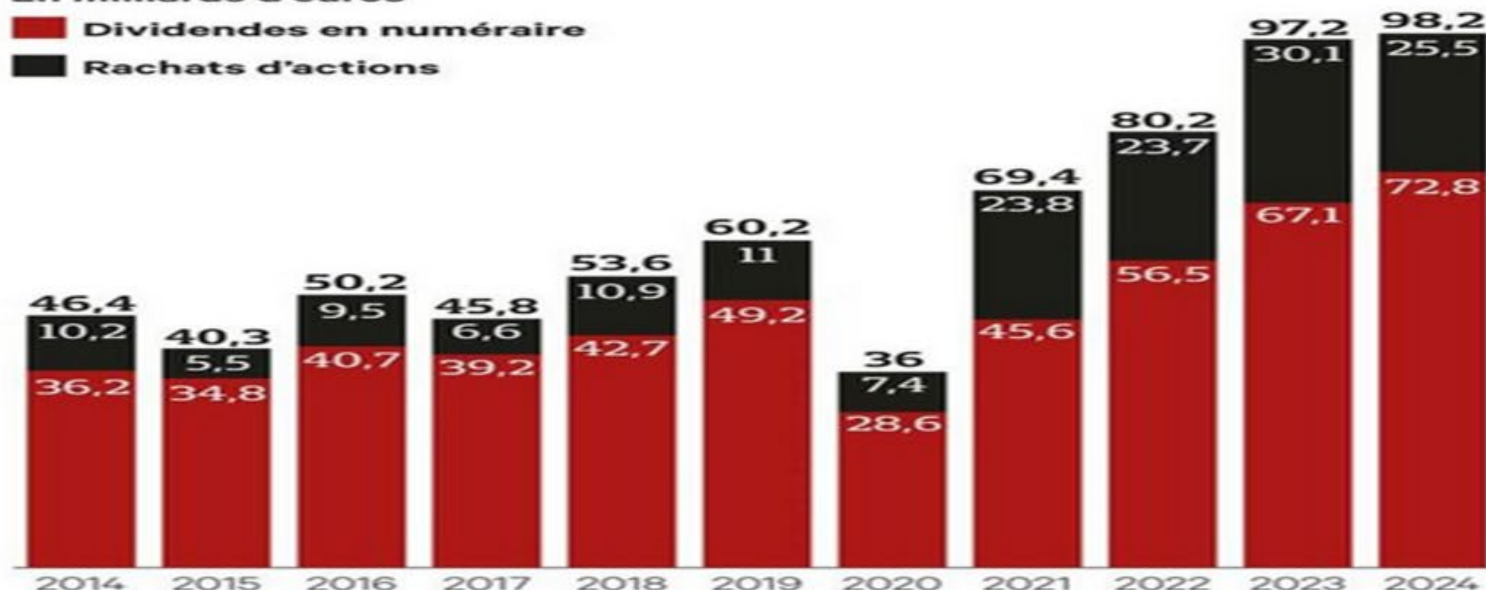
Sur la même période :

- SMIC brut : + 19%
- Salaire moyen brut : + 15 %

Les dividendes et rachats d'actions des sociétés du CAC 40

En milliards d'euros

- Dividendes en numéraire
- Rachats d'actions



SOURCE : LA LETTRE VERNIMMEN

LesEchos

5:58 PM · 16 janv. 2025 · 70,4 k vues

manquez pas ce qui se passe.
utilisateurs de X sont les premiers à savoir.

Avant propos : l'Économie n'est pas une science « dure ou exacte » et toute science est discutable.

- L'économie se construit d'abord sur **le commerce** (l'échange) au cœur des relations humaines de tout temps : introduction du troc, de la construction d'unités d'échange très vite (création de la monnaie,...), **la question de la valeur c'est quoi ?** (la notion des symboliques, croyances,...) différenciation entre valeurs d'usage et d'échange,...
- **Au cœur de l'économie capitaliste, les relations de pouvoir, d'intérêts (conflits), ..., la notion de valeur, la valeur ne se fait que dans des constructions de relations** (Il n'existe pas de valeur intrinsèque (oxymore))
- La création de la science économique (dates ?) s'appelle d'abord **l'économie politique** ! (création monétaire, fiscalité,...).
- L'économie (la macro et micro) est aussi une construction de chiffres/ratios, de statistiques, d'écriture comptable (cf ouverture de crédit avec un clavier ...virtuel?).

« Naturalisation » de l'économie,

- L'idéologie dominante politique avec ses gouvernants, avec ses médias (détenus par des milliardaires (capital)), ceux du courant dominant de l'orthodoxie à l'université, les invités-es sur les plateaux soi-disant expert-es souvent issu-es de la banque ou de la finance, **fabriquent l'idée d'une « essentialisation », de l'existence de lois naturelles qui** expliquent les fonctionnements d'une économie (capitaliste - du libre marché) **et surtout que c'est compliqué à comprendre (faut être un expert).**
- **Notre démocratie et la société sont encadrées dans l'économie et son organisation** (Polanyi. Cf aussi Romaric Godin Médiapart : *En refusant de nommer Lucie Castets à Matignon, le président a confirmé que, pour lui, l'espace démocratique est désormais soumis aux exigences du capital.*)
- L'économie peut être autre chose que le capitalisme (1492?) qui est très récent dans l'histoire d' homo sapiens

SUITE...

- Les néolibéraux et les forces du capital travaillent à réduire le débat économique dans le débat démocratique à un **simple exercice comptable, qui invisibilise, entre autres, les choix politiques et les rapports de force.**
- **Le débat démocratique politique et médiatique sur les choix budgétaires étatiques est souvent** enserré dans les contraintes de l'économie capitaliste (la concurrence, la compétitivité (coût du travail),...).
- Le discours dominant ne vise-t-il pas à empêcher les citoyen·nes de contester l'ordre dominant et les bases sociales fragiles sur lesquelles cette économie est construite ?
-

Quésaco et comment ça fonctionne (les conventions) ?

Sur :

- **Politique budgétaire (PLF et PLFSS) et fiscalité.**
- **Dépenses publiques et prélèvements obligatoires.**
- La DP n'est pas moins meilleure que la dépense privée
- Un détour par la notion de PIB.
- **La dette publique (emprunts) et dette privée.**
- En lien avec le déficit public (et budgétaire), la croissance, l'inflation,...

Nous ferons un lien incontournable avec ce qu'est :

- **La politique monétaire.**
- **Le système capitaliste (dont sa version néolibérale) actuel en crise** (convulsions), (taux de profit (productivité)) et tension sur où va la répartition de la valeur ajoutée (VA) entre travail et capital).
- Les alternatives face aux enjeux (besoins sociaux, vieillissement et crise écologique) : la création monétaire, désencastrer celle-ci de la dette...
- Des questions : qui possède les moyens de production, le capital/le sujet des besoins, ...quel outil de production..., et qu'est-ce qu'une richesse,

Des confusions et éclaircissement sur des acteurs type Etat et Banque centrale

La macro-économie étudie les phénomènes économiques à une échelle globale. Elle s'intéresse, entre autres, à la politique budgétaire menée au niveau de l'État et à la politique monétaire pilotée au niveau de la banque centrale.

Un État et une banque centrale ne fonctionnent pas comme un particulier ou une entreprise... Ils n'obéissent pas aux mêmes règles.

Un État « souverain » est un agent économique majeur à travers sa politique budgétaire comprenant une politique fiscale. Il dispose d'un horizon de vie infinie. Il ne peut pas faire faillite car il n'y a pas de procédure légale pour cela. C'est un abus de langage. (Il peut certes faire défaut sur sa dette ou il peut y avoir des « coups d'état financier » ou pressions externes (cf. le cas de la Grèce 2015). Un État a le pouvoir de lever des ressources, d'émettre et de contrôler pour certains pays sa propre monnaie (USA/GB/Japon, ...).

Le budget d'un État n'est pas soumis à la même contrainte que le budget familial ou celui d'une entreprise. L'État peut donc décider d'investir considérablement et créer ainsi du déficit budgétaire (écart entre les recettes et les dépenses).

De même ses remboursements d'emprunts, pour investir ou financer des déficits, ne répondent pas du tout aux mêmes règles qu'un emprunt fait par des particuliers, entreprises ou collectivités (cf. « faire rouler sa dette » ci-dessous).

Une banque centrale, ici européenne (BCE), est d'une autre nature que les banques commerciales.

La BCE a le monopole de l'émission monétaire (création). Elle ne peut donc pas faire « faillite » puisqu'il suffit qu'elle émette de la monnaie. Mieux, elle peut avoir un déficit permanent contrairement aux banques commerciales. La Banque des règlements internationaux (BRI) a confirmé à plusieurs reprises qu'une banque centrale peut tout à fait fonctionner avec des fonds propres négatifs.

Elle n'a pas à être rentable. C'est la banque en dernier ressort. Elle est la banque des banques (comme dans le jeu du « Monopoly » ...).

Un Etat en terme budgétaire c'est :

- **Un horizon de vie infinie** (ne fait pas faillite/ peut faire défaut et subir un coup d'Etat (Grèce : coup d'Etat financier),...).
 - **Une capacité à lever des ressources** (impôts , taxes,...) **et faire du déficit**
 - Changer les règles du jeu (annulation de la dette, valeur de la monnaie, droits de douanes,...)
 - **Lever (de force) des emprunts avec des règles spécifiques** (taux, rouler le capital, ...)
 - La création monétaire ? (USA, Japon, Banque Angleterre,... BCE ?)
-

Une Banque Centrale (type BCE)

- Elle est d'une autre nature qu'une banque commerciale.
- Une BC a le monopole de l'émission monétaire par la création et la destruction monétaire.
- Elle ne peut pas faire faillite puisqu'il suffit qu'elle émette de la monnaie. Mieux elle peut avoir un déficit permanent (un passif) contrairement aux banques commerciales.

(La banque des règlements internationaux (BRI) a confirmé à plusieurs reprises qu'une BC peut tout à fait fonctionner avec des fonds propres négatifs.)

- Elle n'a pas à être rentable, C'est la banque en dernier ressort mais aussi en premier ressort.

Elle est la banque des banques (comme au jeu du Monopoly).

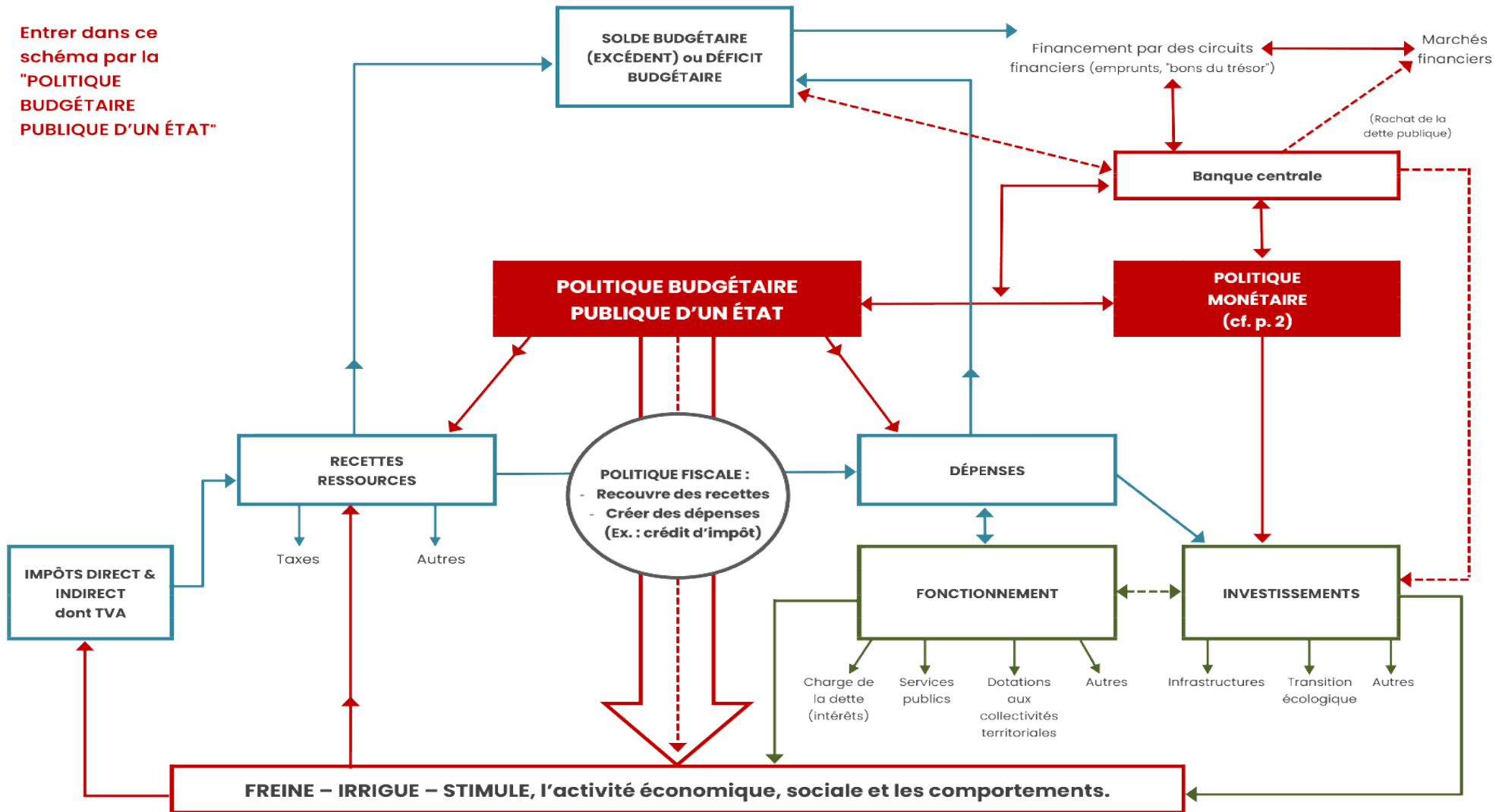
Fonction, finalité d'un budget État

- Faire fonctionner la société.
- **La finalité d'un budget étatique** (public) est de faire fonctionner la société dans tous ses aspects (économique, social (culturel, ...), santé, éducation, transport, logement,... Bref, la recherche de la cohésion de la société.
- Donc, la finalité première n'est pas **l'équilibre comptable**, mais l'intérêt général, et face aux enjeux et défis (vieillesse de la population, crise écologique par exemple, ...).
- Un État, par sa politique budgétaire, est un agent économique majeur (récessif, stimule, irrigue...) (cf. USA (IRA 3 000 Mds), Japon sans croissance, ...).
- Ne pas oublier aussi que tout déficit public est un excédent pour la sphère privée.

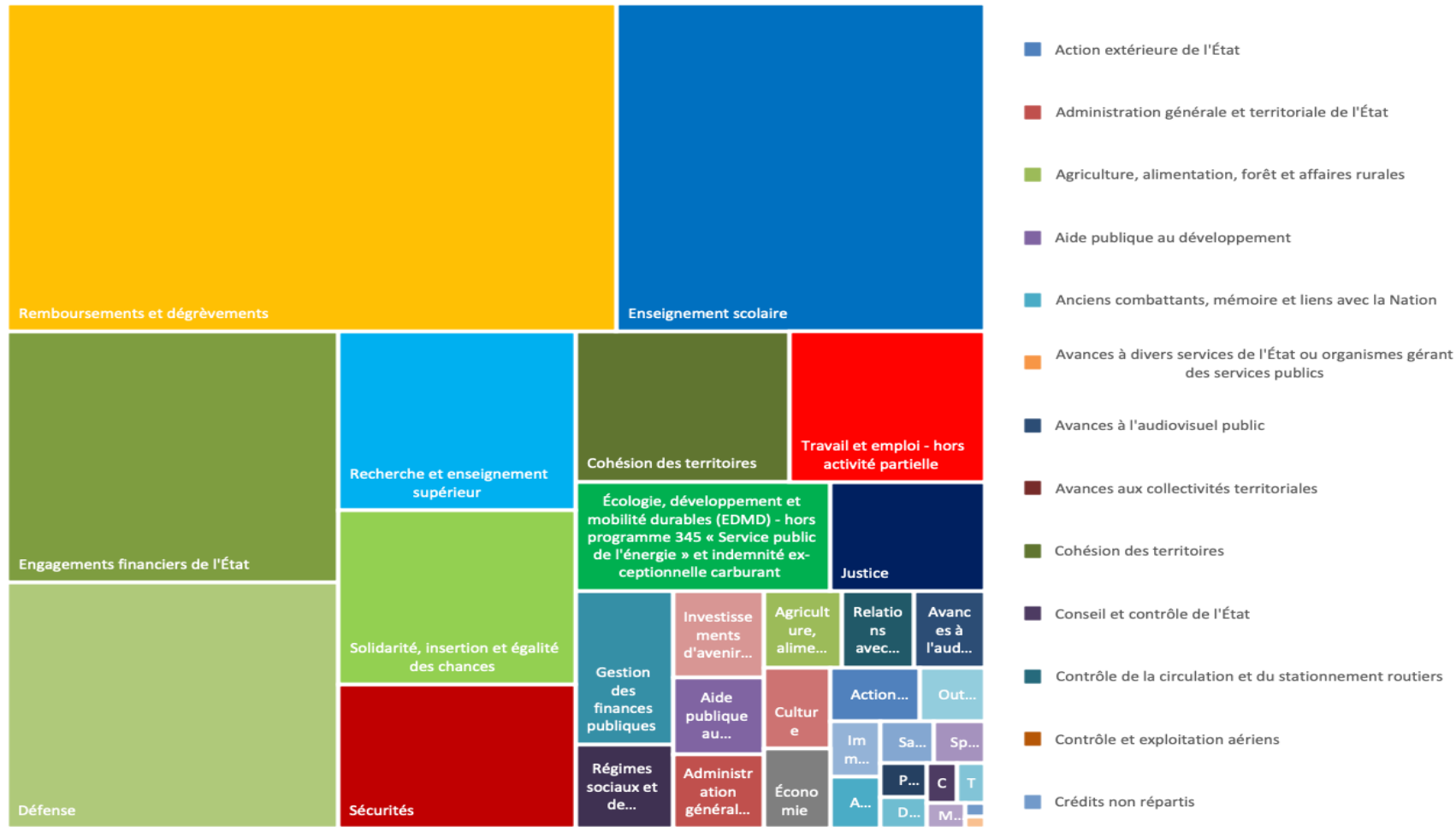
Le budget d'un État est le vecteur d'une POLITIQUE Budgétaire (PB) donc de choix

- Stimule ou freine, irrigue l'économie la société et les comportements,

Entrer dans ce schéma par la "POLITIQUE BUDGÉTAIRE PUBLIQUE D'UN ÉTAT"



budget général de l'Etat dans le PLF2025



Politique budgétaire et déficit budgétaire ou pas...

- La politique budgétaire (PB) est la politique que met en œuvre un gouvernement pour agir sur l'économie du pays en utilisant son pouvoir de fixer les recettes de l'État, les priorités et les volumes des dépenses publiques (dont fiscales), dont le fonctionnement et les investissements, par exemple...
- **C'est donc un levier et un moteur qui jouent un rôle majeur** en plus (stimulation) ou en moins (austérité) suivant l'importance que l'on donne aux choix et volumes des dépenses publiques (PB) et ensuite des recettes/ressources. C'est un ACTE MAJEUR. **Il joue sur nos comportements !**
- Un État dépense (fait des « avances », donc Banque de France avec AFT...) avant d'avoir reçu ces recettes (impôts, taxes,...)

Il peut se permettre du déficit budgétaire (dépenses supérieures aux recettes).

Ce déficit (maîtrisé ?) sera par **ailleurs un excédent « au bout du bout » pour la sphère privée** (particulier, entreprise, collectivité territoriale) et qui peut stimuler l'activité privée ou publique.

Suite politique Budgétaire

Le financement des déficits publics (celui-ci prend en compte le déficit des collectivités territoriales, de la Sécurité sociale et de l'État) crée de la dette publique, mais celle-ci peut se renouveler et se perpétuer, voire s'annuler.

A contrario, un excédent budgétaire (recettes supérieures aux dépenses) signifie que l'État a pris plus que ce que l'on donne aux particuliers ou aux entreprises.

La politique fiscale dans une politique budgétaire d'État participe à la politique économique du pays en décidant des recettes ou des exonérations (niches fiscales, sociales), en recouvrant les recettes publiques pour financer les dépenses publiques. Elle oriente aussi des comportements et contribue à la redistribution des revenus (réduction des inégalités).

On parle d'austérité budgétaire lorsque la politique budgétaire vise à réduire ou contraindre les dépenses publiques et/ou à réduire le déficit.

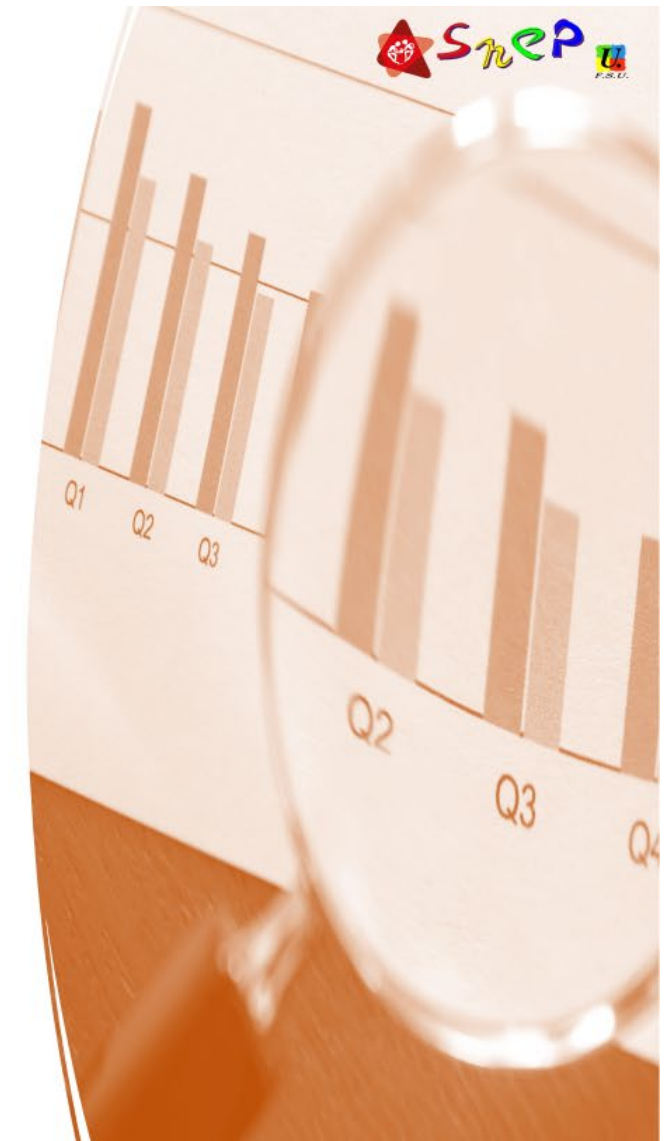
Autres moyens pour financer les SP : **le déficit budgétaire public (maîtrisé)**

La présence d'un déficit budgétaire d'un Etat n'est pas la preuve que l'on dépense trop (ou qu'on vit au dessus de ses moyens).

Car ce déficit crée un excédent pour la sphère privée et peut être bénéfique : cf, les effets démultiplicateurs de la DP pour la santé, l'éducation, les transports par exemple.

1 euro de DP donne 1,5 euros d'activité économique par exemple, (bref ce déficit n'appauvrit pas la société)

Selon S. Kelton et d'autres la seule limite aux DP et déficits est de contrôler l'inflation,



Comment financer le déficit budgétaire public ?

Par marché financier et/ou BCE ?

- Effectivement combler le déficit public par le recours aux emprunts sur les marchés soumet cet Etat aux taux d'intérêts et le coût dans ses dépenses de la charge des intérêts. (cf annexe)
- Si taux bas comme on a connu cela vaut vraiment « le coût » (et taux bas car rachat de la dette public par BCE)
- et si taux remonte et haut alors vaut mieux diminuer le déficit par une augmentation de ressources (cf, aussi la dette public rapporte à certains ... dont riches exonérés d'impôts qui peuvent prêter ...).
- Et donc rôle d'une Banque centrale qui pourrait (dans des limites encadrées (cf Banque de France avant 1970) financer à taux zéro une partie du déficit . (Cf aussi nécessité urgente de la bifurcation écologique/ renvoie à la question monétaire)

Rappel : un désarmement politique délibéré de la main gauche sociale de l'État.

- **Déficit de ressources par choix politique :**

- 50 Mds de pertes de ressources en impôts de 2017 à 2022 (ISF/CICE, Taxe ...) (suite PLF 2023/2024 - 8 Mds (milliard) en Impôts de productions ... Trajectoire UE finances publics d'un ratio Dépense Publique (DP) sur PIB ramené de 57,6% en 2022 à 53, 28 % en 2027 (soit autour de – 105 Mds).

- **Lutte insuffisante contre la fraude fiscale** (« + optimisation ») : 80 à 100 Mds/ plus de 3 000 suppressions à Bercy depuis 5 ans)/Verrou de Bercy pas complètement levé (+ Déclaration Attal sur lutte contre FS : de la com et recyclage et manque de moyens...).

- **Politiques fiscales au services des plus riches** (entreprises et particuliers, etc. ...).



Dépenses publiques (DP) et Prélèvements Obligatoires (PO) quésaco ?

- Le type de PO nature (impôts et cotisations, taxes,...).
- Les volumes...
- **Le problème des comparaisons internationales sur ce que sont les PO** (ex. : retraites et santé aux USA), Le sujet du choix de la socialisation (impôts, taxes, cotisations pour mutualisation ou fléchage) ou pas (assurance privée,...).

Ordre de répartition par grand secteur de la dépense publique en France (source INSEE 2023 n° 998).

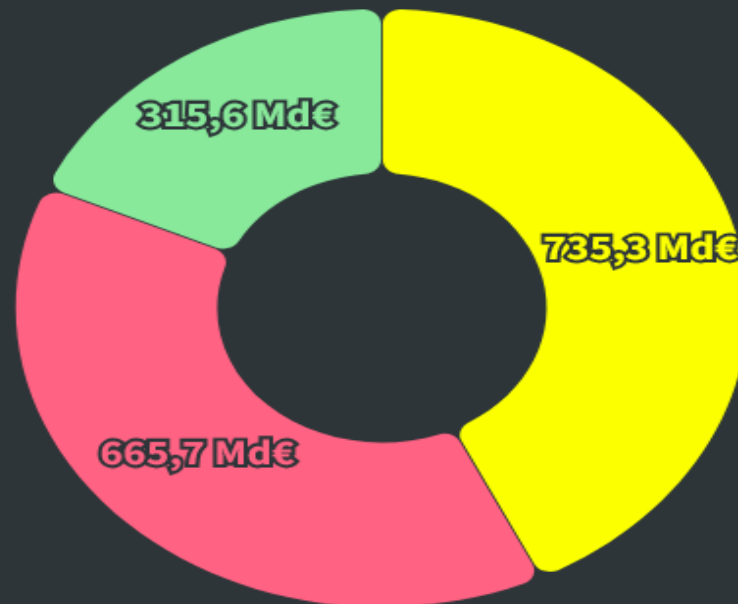
La dépense publique (DP) crée aussi de la richesse et contribue autour de 18 % du PIB (Étude INSEE). La DP « rapporte » à la société. La DP n'est pas un coût, elle ne part pas dans le sable. **La dépense publique n'est pas une part du PIB.**

Acteurs de la dépense publique	État et administrations centrales	Administration publiques locale dont collectivités	Administration de sécurité sociale et autres régimes
Répartition en % des 1608,5 Mds en 2023 (source Insee)	35 % environ dont une grande partie vers les services publics (SP)	19 % (idem vers les SP territoriaux)	46 % dont la majeure partie est redistribuée !!!

Dépenses publiques : la protection sociale pèse plus lourd que l'Etat

Principales dépenses et recettes des administrations publiques en 2023, en milliards d'euros

- Administrations de sécurité sociale
- Administrations publiques centrales
- Administrations publiques locales

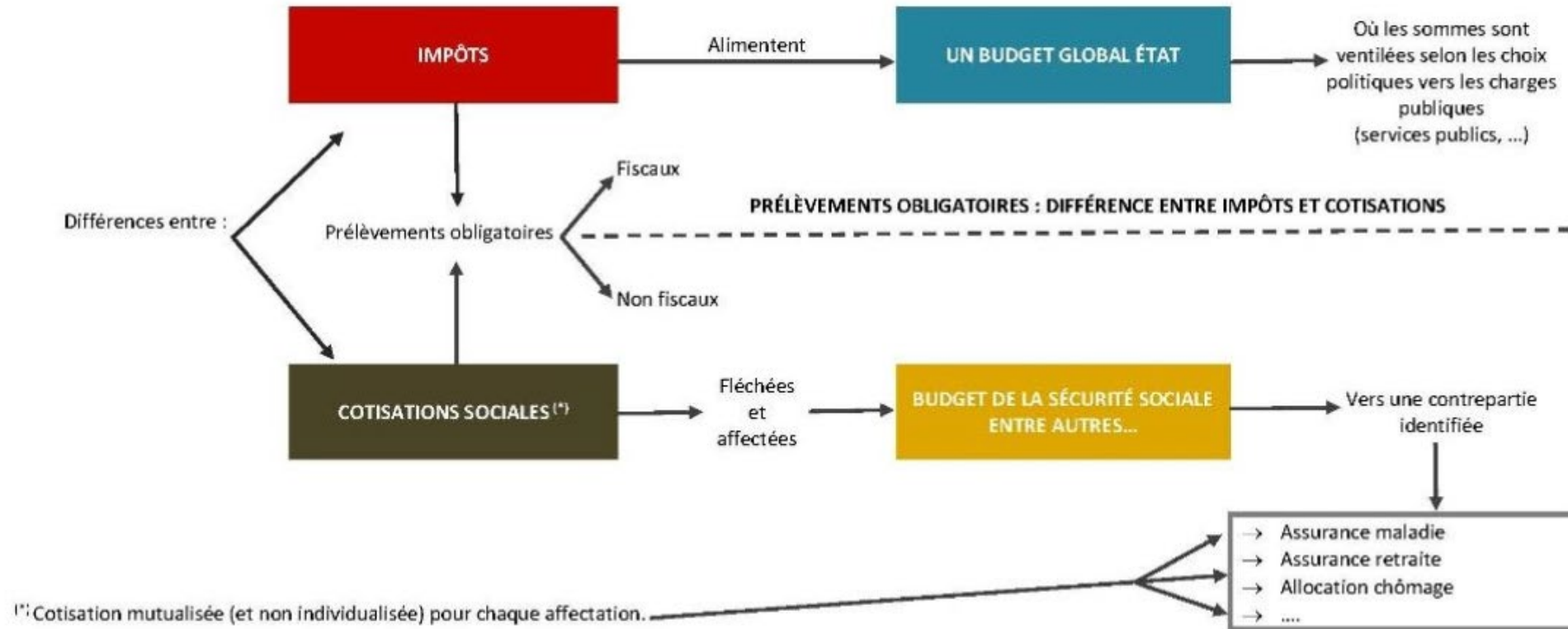


Source : Insee



Alternatives
Economiques

Suite sur les PO : différences entre impôts et cotisations



NB : sur le sujet de la socialisation selon J.M Harribey, le financement du service public de l'EN par l'impôt, n'est pas moins socialisé que le remboursement de soin par la cotisation.

Répartition des prélèvements obligatoires (PO) par grand type de recette en 2023

Type de prélèvement	Recette en 2023 (milliards d'euros)	Part dans le total des PO en % (chiffres arrondis)
Cotisations sociales	462,3	38
Taxe sur la valeur ajoutée	205,0	17
Contribution sociale généralisée (CSG)	147,3	12
Impôt sur le revenu net des crédits d'impôts	88,7	7
Taxe foncière	41,3	3
Accises sur les produits énergétiques	30,3	2
Droits de mutation à titre gratuit	20,8	2
Droits de mutation à titre onéreux	19,1	2

Fiscalités et ressources

- Impôts directs (IR/ IS/ CSG...) et indirects (TVA),
- Taxes (affectées dont foncière),
- Cotisations sociales.

Prélèvements obligatoires c'est quoi ?

Et la comparaison avec les autres pays



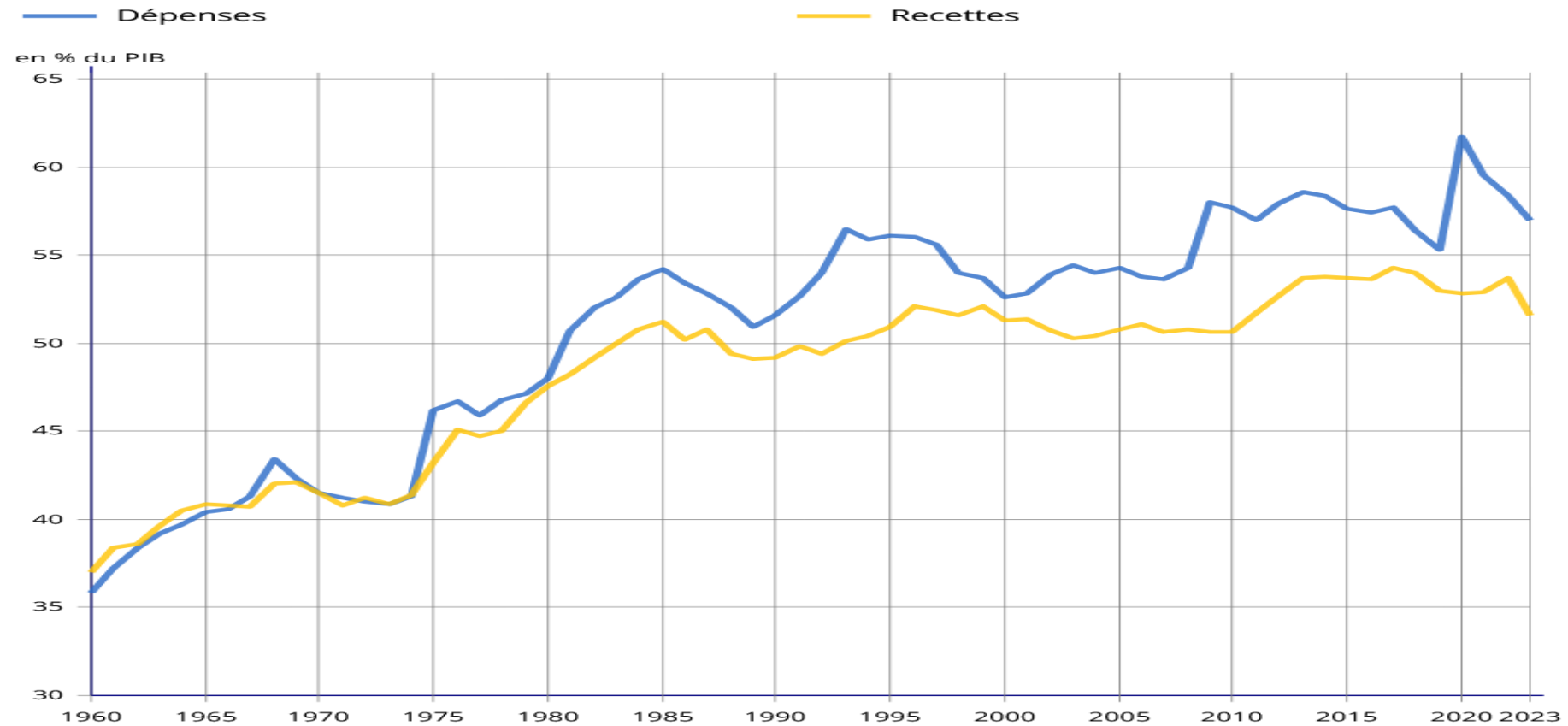
- Le facteur de loin le plus important pour comprendre les différences dans le niveau des taux de prélèvements obligatoires est le choix de protection sociale, et surtout celui du degré de son financement public. Ces choix diffèrent sensiblement entre pays. **Ils sont susceptibles d'expliquer la très grande majorité de l'écart entre les taux de deux pays donnés.**
- Pour donner quelques exemples : le risque santé ou le risque de dépendance doivent-ils être pris en charge individuellement ou par un système collectif public et obligatoire ? Et sous quelles formes ? **Dans les pays qui font le choix de couvrir certains risques par des structures privées, les taux de prélèvements obligatoires sont plus bas.**

PO

- Aux États-Unis, où les régimes d'entreprise couvrent fréquemment le risque santé, ces cotisations ne sont pas comptabilisées comme des prélèvements obligatoires. Le taux de prélèvements obligatoires américain se trouve ainsi mécaniquement minoré et fausse la comparaison.
- Un autre facteur introduisant un biais potentiel est le caractère obligatoire de la cotisation, critère pour la caractériser comme un prélèvement obligatoire. Par exemple, les cotisations de retraite complémentaire Agirc-Arrco sont intégrées, en France, dans les prélèvements obligatoires car les salariés du secteur privé y cotisent obligatoirement sans choisir leur caisse de retraite complémentaire.

Or dans d'autres pays, ces retraites complémentaires sont aussi obligatoires mais la caisse de retraite complémentaire peut être choisie par les salariés ou par leur entreprise.

Dépenses et recettes publiques



Lecture : en 2023, les dépenses publiques représentent 57,0 % du produit intérieur brut (PIB).

Champ : France.

Source : Insee, **comptes nationaux – base 2020**.

Dépenses et recettes publiques

en % du PIB

Dépense et recette	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (r)
Dépenses	56,4	55,3	61,7	59,5	58,4	57,0
<i>dont dépenses hors éléments imputés¹</i>	<i>51,8</i>	<i>51,7</i>	<i>57,9</i>	<i>55,9</i>	<i>54,9</i>	<i>53,5</i>
Recettes	54,0	53,0	52,8	52,9	53,7	51,6
<i>dont recettes hors éléments imputés¹</i>	<i>49,5</i>	<i>48,5</i>	<i>48,6</i>	<i>49,1</i>	<i>49,9</i>	<i>48,0</i>
Déficit au sens de Maastricht	-2,3	-2,4	-8,9	-6,6	-4,7	-5,5
Dettes des administrations publiques (brute) ²	98,5	98,1	114,8	112,7	111,2	109,9
Dettes nettes des administrations publiques ³	89,4	88,9	101,5	100,4	100,9	101,6

r : données révisées.

1. Les dépenses/recettes hors cotisations sociales imputées, crédits d'impôts et capitalisation de la production pour emploi final propre peuvent permettre d'obtenir une mesure plus comparable entre pays compte tenu du périmètre variable des administrations publiques.

2. Dette au sens de Maastricht.

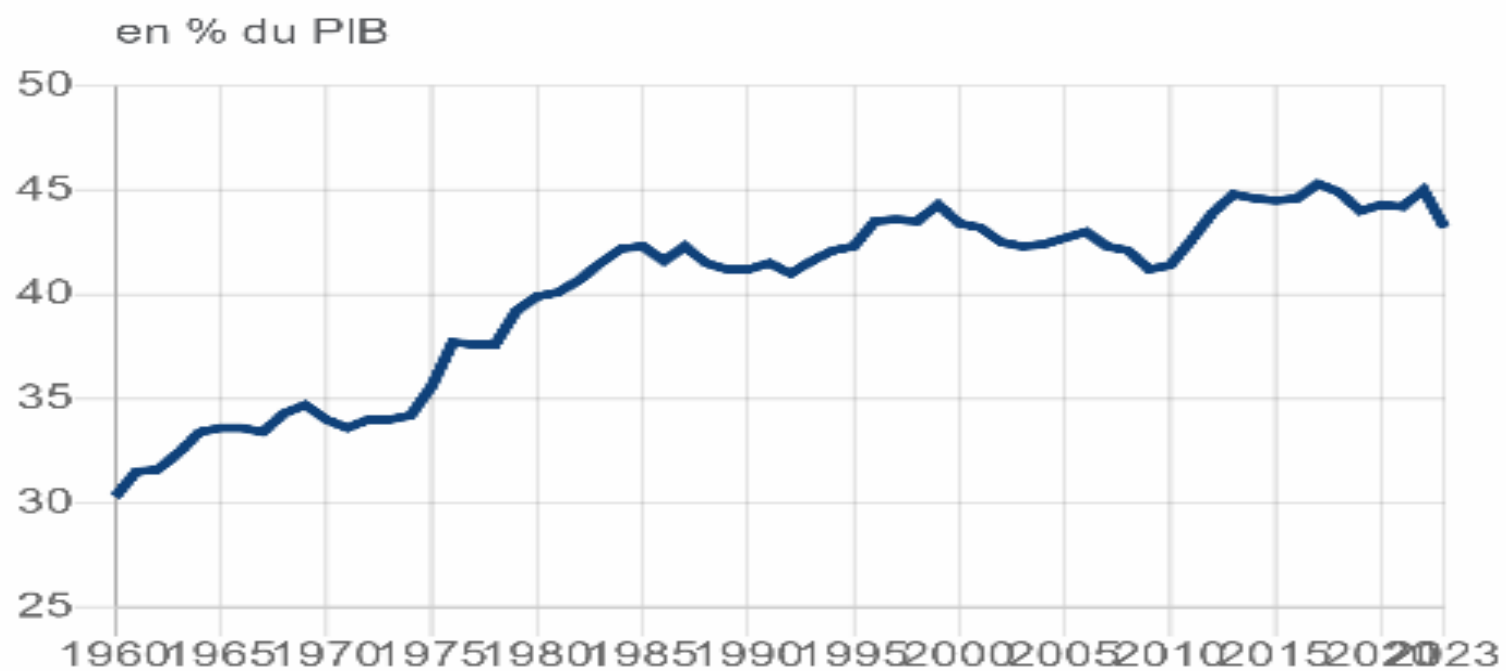
3. La dette nette des administrations publiques est définie comme la différence entre la dette au sens de Maastricht et les actifs exigibles (dépôts, crédits, titres de créance négociables) détenus par les administrations publiques sur des agents privés.

Lecture : en 2023, les dépenses publiques représentent 57,0 % du produit intérieur brut (PIB).

Champ : France.

Source : Insee, **comptes nationaux – base 2020**.

Part des prélèvements obligatoires



Bref ce qui doit faire partie de la
DP (validé politiquement), le
niveau et le contenu des
dépenses publiques sont un
choix politique et de société !

Mauvaise captation de l'argent vers le public au détriment du privé ?

- **Pour rappel, les services publics ne sont pas financés par une ponction sur la richesse créée par le secteur privé.**
- Les DP alimentent le PIB (cf. Insee) qui comprend aussi le PIB non marchand (avec les marchés publics, par exemple).

PIB = PIB marchand + PIB non marchand (les 2 sont monétaires) ... Quésaco ?

PIB exécuté en 2023 = 2 822 Mds – Prévu en 2024 = 2 921 Mds – Estimé en 2025 (PLF) = 30 095 Mds

- Le « Produit Intérieur Brut » (PIB) est l'indicateur utilisé internationalement par l'ONU. Il a vocation à représenter, d'un point de vue monétaire, la richesse nationale créée une année donnée dans un pays. **C'est un flux calculé sur une année. Il additionne la somme du PIB marchand et le PIB non marchand (services publics,...)**. C'est un indicateur imparfait, car il ne compte ou monétise pas tout (bénévolat, travail ménager des femmes,... crise écologique (externalité), taux pauvreté, « le bien vivre »,...),. Il est donc à compléter aussi. Faut-il aussi tout monétiser ? (cf. JM Harribey). **Ne doit pas rester le seul indicateur boussole qui vaille** (derrière le fameux taux de croissance...)

Il existe trois façons de mesurer le PIB, qui correspondent à trois manières de décrire l'activité économique.

- La première est de se placer du côté de la production : la création de richesses, c'est la valeur de tout ce qui est produit moins ce qui a été utilisé pour cela.
- La deuxième consiste à observer comment ont été utilisés ces produits, soit la somme de ce qui a été consommé, investi, stocké et exporté, moins ce qui est arrivé de l'étranger, les importations.
- Enfin, la troisième méthode est d'évaluer les revenus qui sont distribués lors de la production.

Dans l'Hexagone, le principe de base de la construction, réalisée par l'Insee, est d'utiliser les trois méthodes en même temps et en les croisant (en langage de comptabilité nationale, on dit « faire la synthèse » et arbitrer).

Suite PIB = PIB non marchand + marchand

Et pour estimer la valeur des services non marchands,
les comptes nationaux ont tranché
en estimant **que les administrations ne font pas de profits et que la valeur de la production non marchande était égale à son coût**, constitué principalement des rémunérations des salariés et des dépenses pour les services publics.

(cf INSEE le PIB non marchand autour de 20%)

Drainage de l'argent (impôts, cotisations,...) vers les SP serait plus profitable vers le privé (entreprise ou baisse d'impôt). « effet d'évitement ».

- La richesse (la valeur) est aussi créée par la dépense publique, l'emprunt public et le déficit public.
- Les DP alimentent l'économie, le PIB (consommation, commande de marché public, ...), donc créent de la richesse sur laquelle peut être prélevée des impôts pour de nouveau financer les SP (cercle),

Pas d'argent jeté dans le sable, (comme les retraites ...)

D'un côté, le choix d'une production est anticipé par une validation sociale de la vente (mais avant, il y a bien une avance de crédits pour acheter la machine, payer le premier salaire, ...).

De l'autre, l'impôt est un financement après validation sociopolitique (cf. Haribey) pour être redistribué.

Services non-marchands

- **La validation sociale et politique du travail dans les services non-marchands. (Validation démocratique sur Santé , Education, Justice, Police, Armée...)**
- Les collectivités publiques anticipent non pas l'existence de débouchés pour des marchandises, mais celles de besoins collectifs (santé, éducation...).
- **Elles investissent et embauchent.** Les travailleurs produisent des services qui sont d'authentiques richesses, mais aussi et surtout **de la valeur validée par décision politique antérieure.**
- Les fonctionnaires sont productifs, car leur travail a été validé socialement ex ante par décision politique démocratique.

- Les impôts et cotisations sociales sont prélevés sur un PIB déjà augmenté du PIB non marchand. Ils paient ex post les services monétaires non marchands. Ce paiement est collectif (socialisé) au lieu d'être individuel (libre d'acheter)
- .
- Reste à organiser le financement ex ante de la mise en œuvre de la production monétaire tant marchande que non marchande.
- La vente des marchandises et des services valident les anticipations des entrepreneurs.
- Comptabilité nationale : certes le prix des marchandises inclut les impôts et cotisations sociales mais les prélèvements se font sur tout le revenu national et non sur le seul produit marchand.

Conclusion sur ce sujet

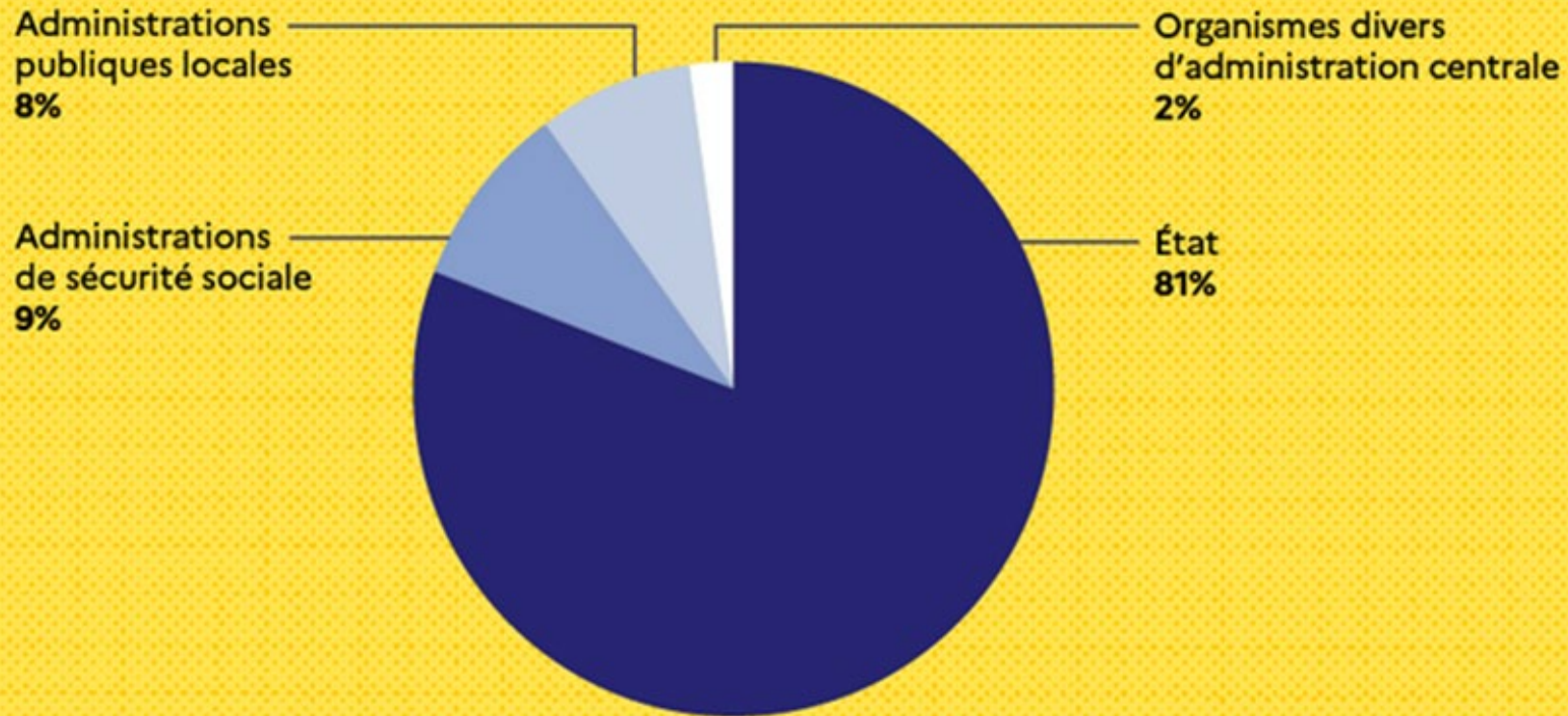
- Les fonctionnaires sont productifs.
- De manière générale, les travailleurs des services monétaires non marchands produisent le revenu qui les rémunère.
- L'activité monétaire non-marchande n'est pas soustraite à l'activité marchande, elle s'y ajoute.
- En termes simples, il n'y a pas besoin d'une industrie capitaliste pour avoir une éducation publique non marchande. Il suffit de mobiliser des forces de travail et des ressources disponibles, mais qui ne le seront plus pour le capital. C'est là où le bât blesse, celui-ci...!
- Le raisonnement tenu ici est d'ordre conceptuel. Il peut alors être suivi de l'effet multiplicateur des dépenses publiques théorisé par le keynésianisme.

Dettes – Emprunts publics –

Comment fonctionnent les emprunts publics d'État ?

- Un État émet des titres (obligations/bons) contre lesquels un/ des prêteur(s) verse(nt) un capital avec un taux d'intérêt défini et une durée au terme (maturité) de laquelle ce capital sera remboursé en une seule fois.
- Ces bons ont une valeur pour celui qui les détient. Il peut les revendre sur un marché dit secondaire. C'est par ce marché que la BCE a pu racheter des dettes publiques, voire des dettes de grosses entreprises... Cette action peut éviter une crise (« calmer ») sur les taux d'intérêts ou les primes de risques.
- **Un débat :** Ce rachat par la BCE pourrait lui permettre d'annuler le coût de ces dettes pour les États (d'où le débat de les annuler, de les geler, de les faire rouler, dettes perpétuelles ...). La BCE détient 25 % des « dettes publiques » de l'État français (soit autour de 700 Mds) en 2021.
- (Au 3^e trimestre 2024 le stock global de dette serait 3228,4 Mds(112% sur PIB) (Etat serait de 2700 Mds)

DETTE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES AU SENS DE MAASTRICHT PAR SOUS-SECTEUR EN 2023



La dette de Maastricht des APU en fin de trimestre et sa répartition par sous-secteur et par instrument

en milliards d'euros

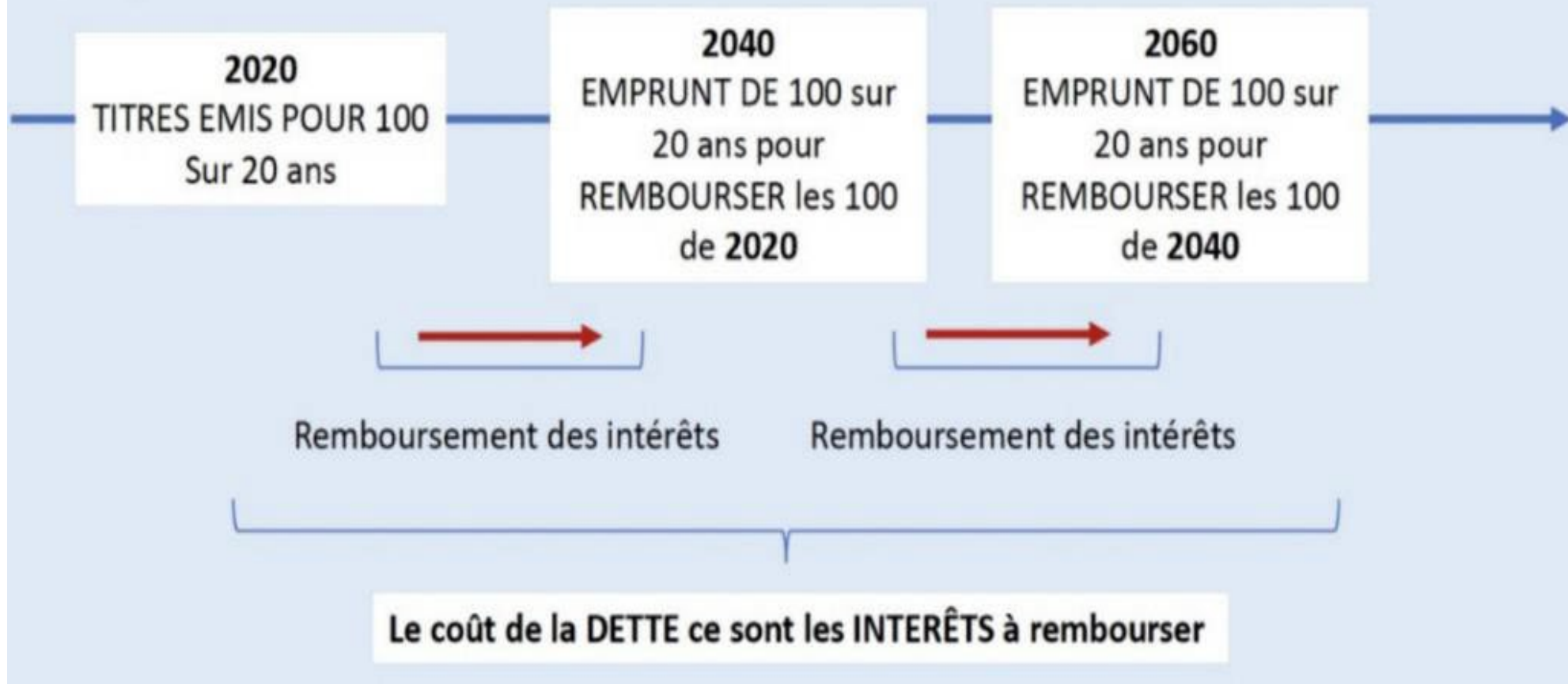
	2023T3	2023T4	2024T1	2024T2	2024T3
Ensemble des adm. publiques	3 097,3	3 104,1	3 162,3	3 231,3	3 303,0
en point de PIB (*)	111,2 %	110,0 %	110,6 %	112,2 %	113,7 %
<i>dont, par sous-secteur, consolidée (*) :</i>					
État	2 517,1	2 516,4	2 560,7	2 630,8	2 690,5
Organismes divers d'adm. centrale	72,0	73,7	73,9	69,2	69,4
Administrations publiques locales	243,3	250,4	251,2	250,9	252,2
Administrations de sécurité sociale	265,0	263,7	276,5	280,5	290,8
<i>dont, par instrument :</i>					
Dépôts	44,2	42,1	38,8	42,1	43,7
Titres négociables	2 755,1	2 759,7	2 819,2	2 889,6	2 958,2
<i>court terme</i>	205,2	207,4	228,8	248,7	260,8
<i>long terme</i>	2 549,9	2 552,3	2 590,4	2 640,9	2 697,4
Crédits	298,1	302,3	304,2	299,5	301,1
<i>court terme</i>	13,7	10,9	15,6	12,4	13,9
<i>long terme</i>	284,4	291,4	288,6	287,1	287,2

(*) voir précisions dans l'encadré « Pour en savoir plus ».

Source : Comptes nationaux base 2020 – Insee, DGFIP, Banque de France.

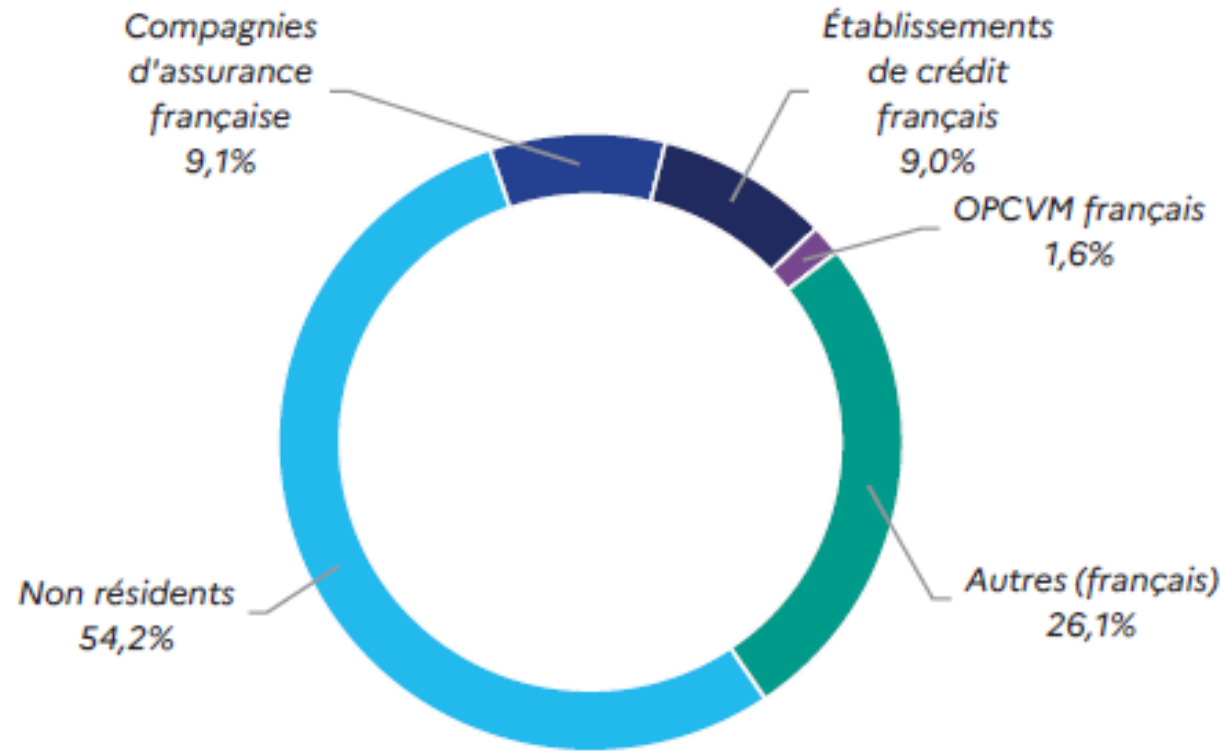
FAIRE « ROULER LA DETTE » :

Exemple



Qui détient la dette Française ?

Détention des titres de la dette négociable de l'État par groupe de porteurs au 3^{ème} trimestre 2024 - source : Banque de France [Bulletin mensuel de l'Agence France Trésor]



Dettes publiques – Emprunts à ce jour

- Tout reste sous contrôle (selon l'agence France Trésor) et la dette française reste très demandée car sûre ! (et la BCE devrait normalement veiller (et elle baisse ses taux pour tout le monde), bref, on n'est pas dans la situation grecque)
- Pour le moment, la charge des intérêts de la dette rapportée au PIB (cf. tableau (Insee)) est bien en dessous de ce qu'il a connu.
- Certes, les taux français à 10 ans (le discours ne se « concentre » que sur cette durée et oscille autour de 3% (comme la Grèce), mais dans un contexte d'inflation qui sera autour de 1,8% prévue en France en 2025 et la BCE qui baisse son taux. Or beaucoup d'autres émissions (soit les obligations assimilables au Trésor (OAT) supérieures à 1 an en durée ou les bons du Trésor à taux fixe et à intérêt précompté (BTF) inférieurs à un an en durée) sont de maturité (durée) différente, **et la moyenne actuellement tourne autour de 8,5 années.** (Donc la « dette ne pèse pas que sur les générations futures »)
- Bien sûr, les marchés financiers profitent (prétexte aussi) de l'instabilité politique et du dérapage du déficit pour faire monter un peu les enchères et la prime de risque (taux d'intérêt), mais à cause de quoi ? Il se dit que de toutes façons, les marchés ont déjà, par cette prime de risque, anticipé la chute du gouvernement et le dérapage... Donc, le discours du soi-disant chaos ou affolement des marchés à venir est là pour faire peur et pression pour faire en sorte que rien ne change et diminution de la DP.
- Certes, par suite de la dissolution et du dérapage du déficit budgétaire, l'écart avec les taux allemands indique effectivement qu'il grandit sur les émissions à 10 ans. Cela tourne autour de 0,80 (le 9 juin, dissolution : on passe de 0,50 à 0,75, alors que nous étions à 0,20 en 2020).

- Agence France Trésor



- Budget du gouvernement



Commentaires sur la dette

- En baissant les taxes sur les riches et les grandes entreprises, les derniers gouvernements ont fait grimper les déficits (60 Mds), et donc l'État s'est plus endetté pour cela (recours à de nouveaux emprunts).
 - Et parallèlement les plus riches, ceux-là même qui ont vu leurs comptes en banque gonfler grâce aux baisses de taxes, qui achètent les titres de dette publique – via leur assurance-vie ou un autre véhicule financier – dont ils perçoivent des intérêts !
 - Les riches sont donc doublement gagnants et les services publics, la protection sociale : non dans ce système.
 - Ce n'est pas l'emprunt le problème et qui est par ailleurs une piste incontournable face aux enjeux mais le circuit de financement (auprès de qui), à quels taux et la finalité surtout de l'emprunt.
-

Quelques commentaires sur la dette

« idéologiquement la contrainte de marché est considérée comme saine : elle sert les intérêts d'un gouvernement austéritaire en maintenant la pression sur la population et les services publics », ...

« La force de frappe de la BCE est en capacité de calmer les marchés à tout moment, parce que laisser dévisser trop longtemps la France porte un risque systémique : pour le système bancaire et l'ensemble de la zone euro »

Benjamin Lemoine (sociologue économiste « la dette discipline nos démocraties »).

il faut savoir que les créanciers de la France n'ont pas intérêt à spéculer à outrance sur sa dette publique. « Certaines banques et compagnies d'assurance ont en effet beaucoup de titres souverains dans leur bilan. Or, on sait que quand les taux d'intérêt des actifs remontent, leur valeur de marché baisse, ce qui fait peser un risque sur le bilan des institutions financières qui les possèdent. C'est ce mécanisme qui a provoqué les faillites du Crédit suisse et de la banque de la Silicon Valley », rappelle **Éric Berr.**

L'agence France Trésor (AFT) procède à une adjudication de titres de dette, « il y a environ deux fois plus de demande que de bons émis ».

Bref dette française très soutenable (+ épargne privée 6200 Mds dont 1500 Mds Avie – 400 Mds LA)

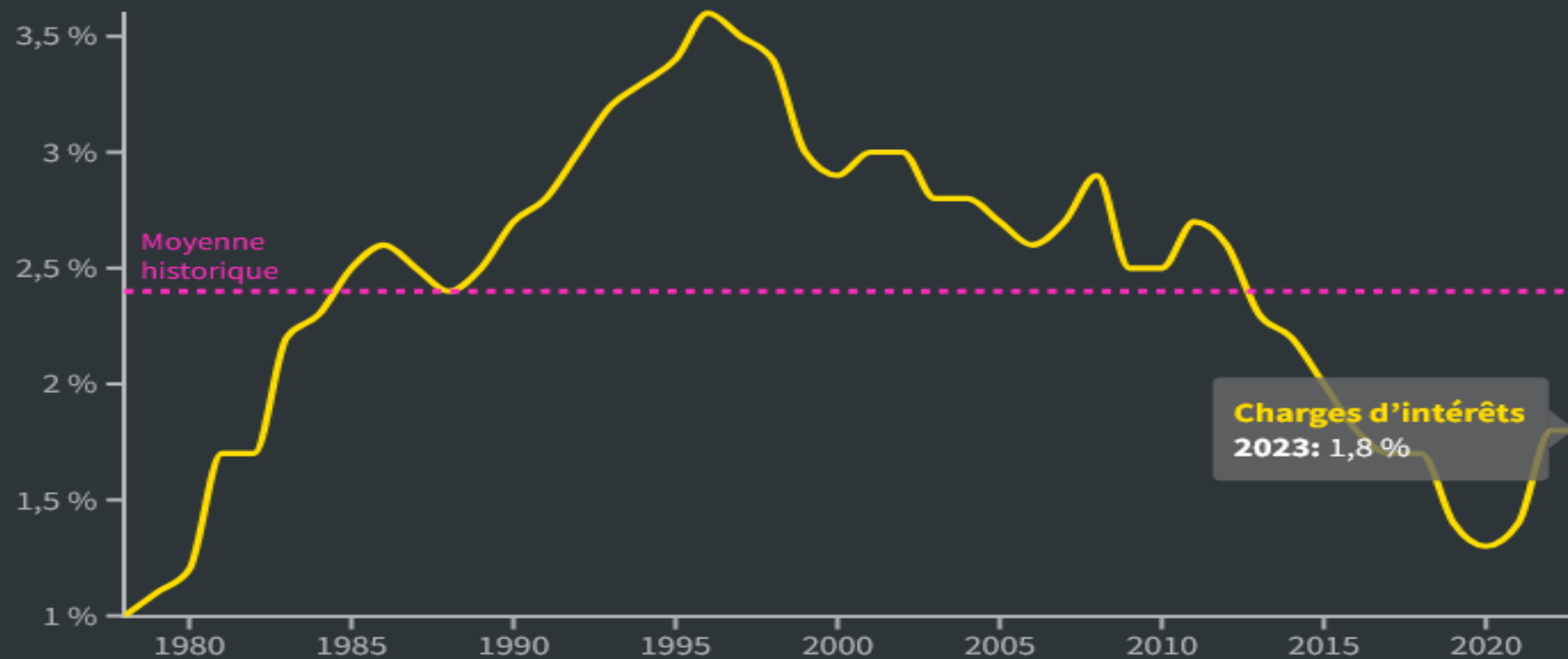
Dettes publiques – Emprunts – Agences – Marchés financiers

- NON, la dette n'est pas un fardeau pour les générations futures, car cet endettement finance des investissements qui bénéficient à tou-t-es et crée des actifs (hôpital, école, pont, route...). Le ratio dette/PIB est un indicateur non pertinent, car il compare un stock à un flux.
- **Un passif certes, mais aussi un actif et un solde positif pour chaque nouveau-né-e** (+ 12 684 euros) (sur la Base de données INSEE – article AE Malherbe et Charles).
- La dette actuelle nous coûte moins cher proportionnellement qu'il y a 10 ans ! Il vaut mieux regarder des indicateurs comme le coût de la dette (les intérêts). Par exemple, malgré un stock de dette en 2020 qui a considérablement augmenté, le montant des intérêts (charge) a baissé au budget de l'État (moins 10 Mds en dix ans).
- **Ce n'est pas tant le niveau de la dette qui importe, mais ses finalités, sans oublier le sujet des taux d'intérêts !**

Un coût de la dette qui reste mesuré

Charges d'intérêts de la dette, en % du PIB

■ Charges d'intérêts



Source : Ameco

<https://france.attac.org/se-mobiliser/superprofits-ultra-riches-mega-injustices/article/comprendre-les-enjeux-sur-la-dette-publique>

Pour approfondir, notes pédagogiques de vulgarisation économique d'ATTAC, dont la FSU est membre cofondateur :

Qu'est-ce que la politique monétaire ?

Comment la monnaie est-elle créée ?

Précision fondamentale dans nos économies modernes : **ce sont les crédits qui font les dépôts.**

Ce sont les ouvertures de lignes de crédits qui font les dépôts sur les comptes bancaires et non l'inverse. L'épargne ne suffit pas à l'investissement.

- Pour rappel aussi, la dette, émise sous forme d'obligation, est un emprunt qui sert à financer des investissements qui bénéficient à toutes et créent des actifs (hôpital, école, pont, route...). Cela ne constitue donc pas un fardeau pour les générations futures. **La durée moyenne des emprunts est de 8,5 ans.**
 - L'ineptie du ratio dette sur PIB
- Soulignons l'imposture à s'affoler sur le ratio concernant le montant du stock total de la dette sur le flux annuel de richesses qui est le PIB (soit 112 %). (La dette privée (ménages) en 2022 en France est à 162% du PIB / Entreprise 189%).

Bref, comme pour un particulier, vous ne ramenez pas votre montant total de la somme empruntée au total de votre seule année de revenu (comme le PIB). Il serait donc a minima moins malhonnête (et il y a plus pertinent comme ratio) que de calculer ce ratio sur le total du stock de dette à la durée moyenne sur 8,5 années de PIB, **et on descend autour de 13 %.**

Agences de notation (AAA-AA,...C)



- Organismes – acteurs privés (droit privé anglo-saxon) payés par les clients (hors État).
- Pas responsable juridiquement de leurs opinions/avis.
- Doutes sur la fiabilité des opinions : importante influence sur les marchés financiers et prime de risque (taux d'intérêts), or aucune légitimité politique ni démocratique.
- Monopole de trois grandes agences (Fitch/Moody's – Standard Poor's).

Les ratios :

Le ratio « dépenses publiques/produit intérieur brut » souffre de plusieurs défauts. Ainsi, une baisse radicale du PIB peut faire grimper le ratio.

- Ensuite, ce ratio est trompeur lorsqu'il est mal utilisé. **Il laisse entendre que l'État accapare plus de la moitié des richesses créées. Ce qui est factuellement faux.** En réalité, en 2022, la puissance publique prélevait, selon le FMI, l'équivalent de 53,5 % des richesses françaises, puis redistribuait l'équivalent de 58,3 % de ces mêmes richesses, que ce soit sous forme directe (prestations sociales) ou indirecte en fournissant des services (éducation, sécurité, infrastructures...).
- L'écart entre les dépenses et les recettes (4,8 points de PIB en 2022, 6,2 en 2024 ? 5,4 en 2025 ? (170 Mds)) correspond au déficit public.

Les ratios peuvent être des indicateurs intéressants pour comparer et si rapporter au PIB il faut dire par exemple que la DP représente en équivalent mais pas une part ! Exemple sur la DIE (dépense intérieure d'éducation).

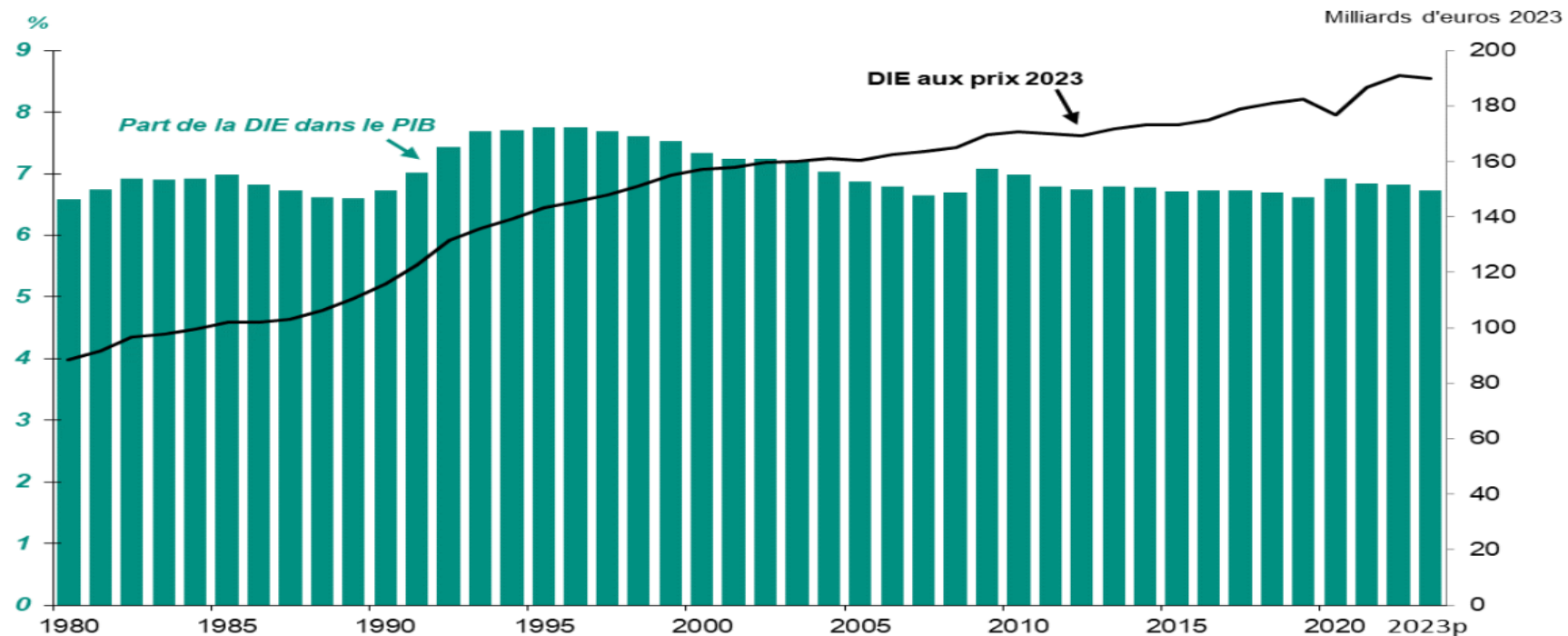
Bien regarder la nature du numérateur et indicateur (Stock et flux, indicateurs pas homogènes,...)

« 189,9 milliards d'euros consacrés à l'éducation en 2023 : 6,7 % du PIB »

(- 0,1 % par rapport à 2022)

Évolution de la DIE (en prix constants, prix 2023) et de sa part dans le PIB (en %)

Source : DEPP, Compte de l'éducation.



Note : p : provisoire

Lecture : en 2023, la DIE s'élève à 189,9 milliards d'euros (courbe avec échelle de droite), ce qui représente 6,7 % du PIB (bâtons avec

Si la France avait consacré en 2023 le même pourcentage de richesse du PIB qu'en 1996 (7,7 % du PIB), elle aurait dû dépenser **a minima 217,4 Mds au lieu de 189,9 Mds.**

Soit au moins 27 Mds en plus alimentant principalement(*) les budgets MEN et MESR (budget initial prévu en 2023, respectivement 60,3 Mds et 30,6 Mds).

- 27 Mds de recettes effacées en 2023 pour l'éducation.
- C'est la déduction comptable que l'on fait, année après année depuis 1996, du document de travail.

sur la Dépense Intérieure d'Éducation (DIE) n° 2024-E08, de septembre 2024.

Inflation : conflits (social) de répartitions

Qu'est-ce qui fait monter les prix ? Une inflation résulte d'une alchimie entre de nombreux facteurs socio-économico-politiques, toujours à contextualiser. Ils s'articulent autour de compromis politiques entre :

- les créanciers-rentiers versus débiteurs,
- les salarié·es versus actionnaires,
- sur la disponibilité des ressources, dont les matières premières et leur acheminement,
- la main-d'œuvre disponible et formée (marché du travail – taux de chômage),
- la quantité de monnaie en circulation versus crédits et taux d'intérêts, ...

La création monétaire (politiques monétaires)

Ce sont les crédits qui font les dépôts !!!

La politique monétaire

- La politique monétaire : la définition première de la politique monétaire (selon la Banque de France) est « **l'ensemble des moyens mis en œuvre par un État ou une autorité monétaire (une banque centrale dépendant du pouvoir politique ou pas) pour agir sur l'activité économique par la régulation de sa monnaie** ».
- Cette régulation touche entre autres à la création de monnaie par l'ouverture de crédits. Une PM fixe les taux d'intérêt de base pour les financements vers les banques commerciales. (Lorsqu'un pays émet sa propre monnaie et n'emprunte que dans sa propre monnaie, il jouit de la souveraineté monétaire (type USA, Japon, Angleterre, ...)).
- **Il y a donc des enjeux majeurs dont démocratiques (la monnaie est une institution, un lien social) à ce qu'un pays maîtrise politiquement (socialise) sa monnaie en termes d'émission, d'utilisation et d'accès à des circuits de financements diversifiés.**
- L'UE n'est pas dans ce cas, car chaque État utilise l'euro mais ne peut émettre. C'est la Banque centrale européenne (BCE) qui le fait ou pas. Problème de la supposée indépendance de la BCE et des traités de l'UE.
- Dans les pays de l'Eurosystème, l'adoption de l'euro et la création de la BCE ont conduit à mettre en place une politique monétaire commune qui se caractérise par un objectif principal de maintenir la stabilité des prix autour de la cible de 2 % d'inflation et de défendre la valeur de l'Euro (au départ pas de parité euro dollars).
- Mais nouveauté depuis 2015, la BCE fait un rachat massif de dettes publiques ou de soutien aux actifs des grandes entreprises (dites de politique de Quantitative Easing (QE), ...) sur le marché secondaire.

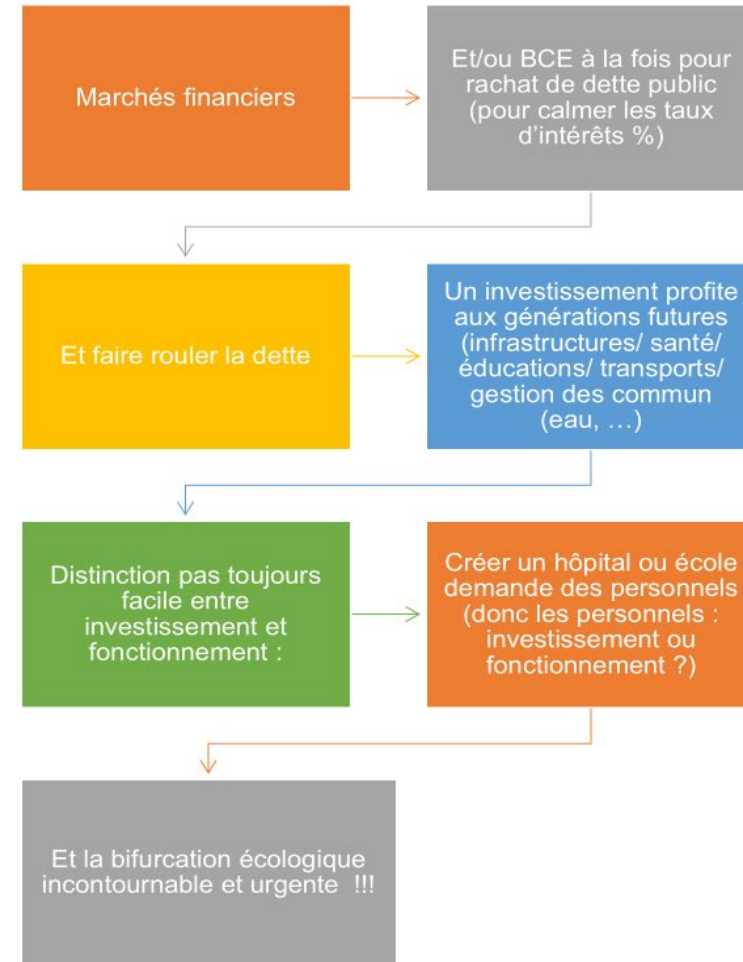
L'argent magique... Quoi qu'il en coûte !

- M. Draghi, crise de l'euro en 2015/2008. 2 arpports de Draghi sur l'UE et pour investir massivement (+de 800 Mds ?) donc BCE.
- La France n'est pas la Grèce.
-

D'autres alternatives

- Désencastrer les subventions de la dette (pouvoir de la monnaie de JCS et ...), la création de la monnaie de la dette ...
- Articuler la Politique Budgétaire (PB) avec la Politique monétaire (PM) et au service des enjeux et des besoins (sociaux, écologiques,...).
- La fiscalité : remise à plat, distribuer autrement les cartes
- Les investissements rentables et non rentables (PM)

Autres axes : Emprunts pour investissements



Crise du capitalisme

- Productivité / Taux de profit.
- Coût du travail et du capital. (+ énergie/ matière première)
- Limites planétaires et humaines.
- Travail créateur de valeur et de production de soi.

Des milliards et des millions c'est quoi et ça fait combien ?

1 milliard d'euros équivaut à 49 634 années de smic brut (au taux du 1/08/2022 à 1 678,95 brut/mensuel reçu par le salarié).

10 millions n'égalent que 1 % de 1 milliard – 100 millions égalent 10 % de 1 Mds (le rapport million à milliard est de 1 à 1 000).

PIB 2023 : un flux (INSEE)	500 1 ^{ères} fortunes de France en 2023/24 (un stock) (revue Challenges)	Dépenses Budget ÉTAT réalisé 2023 (cour des comptes)	Prestations sociales versées Par la Sécurité Sociale 2023 (Insee)	Déficit budget ÉTAT 2023 Insee	Recettes supprimées en 2023 Cdc	Montant dividendes CAC 40 en 2023	Estimation fraude fiscale/an	Charge de la dette 2023	Estimation fraude aux prestations sociales
2 822,5 Mds	1 228 Mds (+ 100 % en 10 ans)	454,6 Mds	554,3	153,9 Mds	50 Mds	97,2 ds (dont 30,1 Mds rachat d'actions)	80 à 100 Mds	51,7 Mds	Entre 1 Md et 3 Mds

Autres points ...

- Cout du travail versus cout du capital (Cout du travail est lié aussi au prix de l'énergie, du crédit ...)
 - Le montant énorme de la DP vers les entreprises (AL Delatte « l'état droit » dans le mur.)
 - La comptabilité avec ses codes- conventions : bilan Actif/ Passif.
 - Le rôle de la BCE
 - L'ONDAM et PLSS (CADES)
 - Les MNB et cryptomonnaies (privatisation de la monnaie?)
-

CADES

Chiffres clés, en scannant le QR Code



22,2

milliards d'euros
levés à moyen et long-terme
en 2023

8,4

milliards d'euros
d'encours à court terme au
taux moyen de 3,93 % à fin
2023

21,1

milliards d'euros
de ressource perçue en 2023

2,8

milliards d'euros
d'intérêts payés aux
investisseurs en 2023

18,3

milliards d'euros
de dette sociale amortie en
2023

242,6

milliards d'euros
de dette sociale amortie sur un
total de 387,7 milliards d'euros
repris depuis la création

Conclusion provisoire :

Impasse comptable ! Ce n'est pas la comptabilité qui sauvera le climat ni la société...

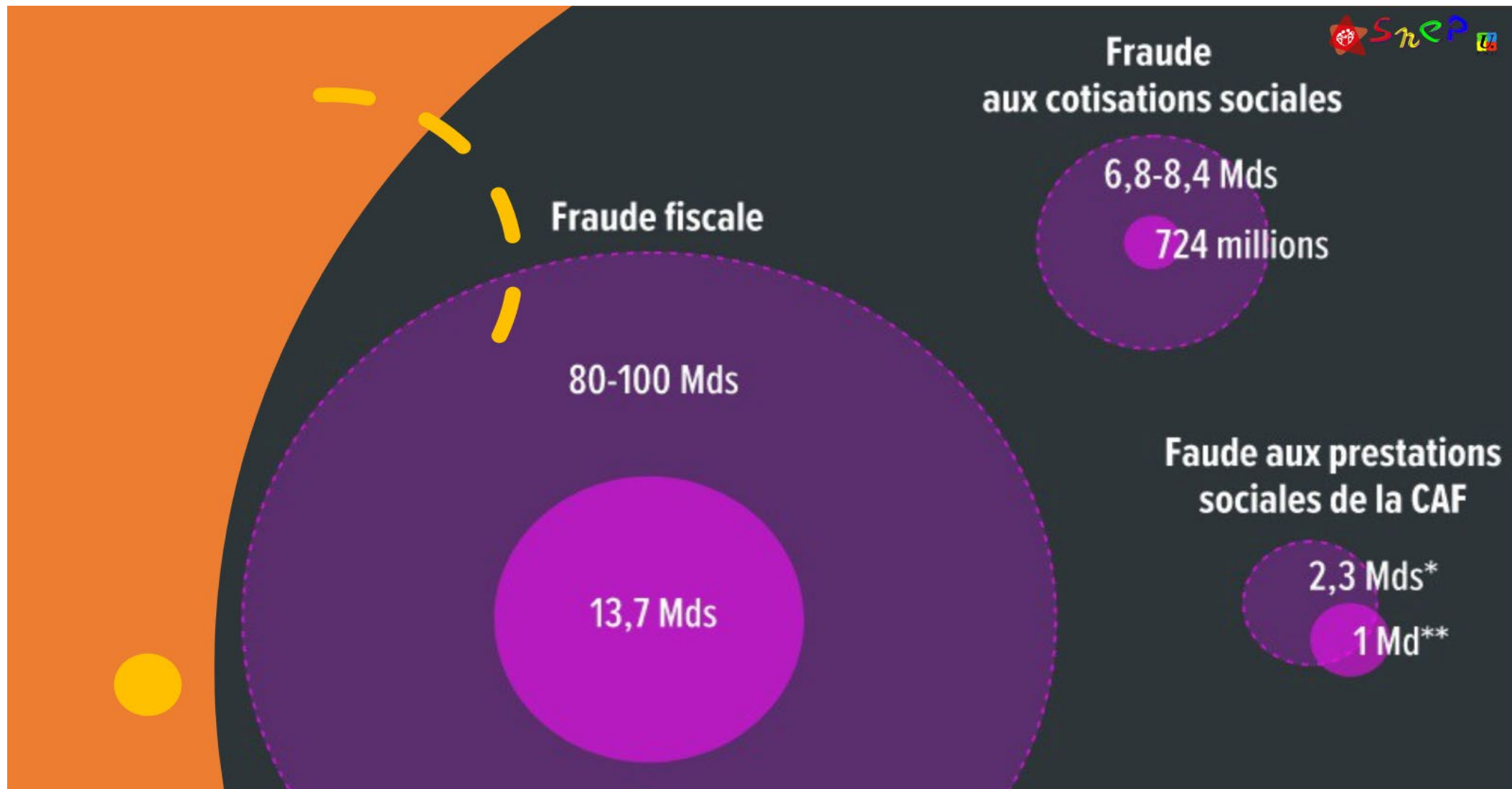
On crée la sécu avant d'avoir les ressources...

Un exemple : la sécurité sociale. Pendant des décennies, la France a refusé toute forme de SS sous le prétexte financier. Mais en 1945, lié au contexte et aux rapports de forces modifiés, la SS est construite à partir d'une nécessité politique. Le financement sera construit par la suite et avec les avances de la Banque de France (nationalisée) dans le cadre d'une France très pauvre à cette époque.

L'Empire romain battait sa monnaie sans création de dette pour construire des aqueducs et des routes....

Poncifs idéologiques de sens commun, médiatiques ...

- « On ne peut pas dépenser plus que ce que l'on a ... ». *Si création monétaire et patrimoine +*
- On vit au-dessus de nos moyens. *Non et patrimoine national+*
- On ne peut pas dépenser l'argent qu'on n'a pas. Les caisses sont vides. *(Jamais AFT et c'est un circuit / pas comme un ménage)*
- Il faut d'abord créer de la richesse avant de la redistribuer. *Pas vrai la richesse monétaire, valeur dépend de choix et validation politique (être en bonne santé et formé, recherche ...)*
- L'État est en faillite. La France au bord de la ruine ... Surendettée, « le mur de la dette » (les marchés financiers vont attaquer...). *Faux et emprunts utiles*
- On ne peut plus se payer notre modèle social... *Faux choix politiques*
- Champion du monde des PO, de la DP,... (Trop d'impôts tue l'impôt, en avoir pour son argent,...) Boucherie fiscale, ... (consentement ?), ... »



Biographie pour approfondir

- « La dette publique » Edition 2024
- « Le pouvoir de la monnaie » Jézabel Couppey Soubeyran – Pierre Delandre et Augustin Sersiron
- Site de l'INSEE
- « L'inestimable » de JM Haribey

Services publics redistributifs

- INSEE

A mettre ailleurs

Qu'est ce qu'une création de Richesses et/ou de « valeur »

Les ressources humaines (le travail humain physique et intellectuel + technologie et de la planète)

Pacte stabilité européen (3% def p/pib ... ratio dette

Inflation cible BCE (fourchette 1,5 à 3,5% ?)